Nations Unies A/73/852

Assemblée générale

Distr. générale
1er mai 2019
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session
Point 43 de l'ordre du jour
Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Lettre datée du 23 avril 2019, adressée au Secrétaire général par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration du Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba, intitulée « La révolution cubaine réaffirme qu'elle est fermement résolue à faire face à l'escalade de l'agression des États-Unis », publiée à La Havane, le 17 avril 2019 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente déclaration comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 43.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente adjointe,
Chargée d'affaires
(*Signé*) Ana Silvia **Rodríguez Abascal**

19-07174 (F) 130519 140519

Merci de recycler

Annexe à la lettre datée du 23 avril 2019 adressée au Secrétaire général par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : espagnol]

Déclaration du Gouvernement révolutionnaire : La révolution cubaine réaffirme qu'elle est fermement résolue à faire face à l'escalade de l'agression des États-Unis

Aujourd'hui, 17 avril, marque un nouvel anniversaire de l'agression militaire déclenchée à Playa Girón, en 1961. La riposte vigoureuse du peuple cubain pour la défense de la Révolution et du socialisme, a conduit, en l'espace de 72 heures seulement, à la première défaite militaire de l'impérialisme en Amérique.

Curieusement, il s'agit de la date choisie par l'actuel Gouvernement des États-Unis pour annoncer l'adoption de nouvelles mesures d'agression contre Cuba et pour renforcer l'application de la doctrine Monroe.

Le Gouvernement révolutionnaire rejette avec la plus grande fermeté la décision d'autoriser dorénavant l'introduction d'actions en justice devant les tribunaux américains contre des entités cubaines et étrangères ne relevant pas de la juridiction des États-Unis, ainsi que la décision de renforcer les restrictions à l'entrée sur le territoire des États-Unis de chefs d'entreprises qui investissent légalement à Cuba, dans des propriétés nationalisées, et de membres de leur famille. Il s'agit là de mesures prévues par la loi Helms-Burton qui ont été rejetées depuis longtemps par la communauté internationale, que la nation cubaine a condamnées depuis leur adoption et leur application en 1996, et dont l'objectif principal est d'imposer une tutelle coloniale à notre pays.

Cuba condamne également la décision de limiter de nouveau l'envoi de fonds par des résidents cubains aux États-Unis à leur famille et à leurs proches, de renforcer les restrictions de voyage imposées aux citoyens nord-américains désirant se rendre à Cuba et d'appliquer de nouvelles sanctions financières.

Elle rejette énergiquement les allégations selon lesquelles des diplomates américains ont été la cible d'attaques à Cuba. Les États-Unis prétendent justifier leurs actes, comme ils en ont l'habitude, par le mensonge et le chantage.

Le général d'armée Raúl Castro a déclaré le 10 avril dernier : « On accuse Cuba de tous les maux, en utilisant le mensonge dans le pire style de la propagande hitlérienne. »

Pour camoufler et justifier le fiasco de sa sinistre manœuvre putschiste consistant à désigner depuis Washington un usurpateur comme « président » du Venezuela, le Gouvernement des États-Unis recourt à la calomnie.

Il accuse Cuba d'être responsable de la ténacité et de la fermeté dont ont fait preuve le Gouvernement bolivarien et chaviste, le peuple de ce pays et l'union civilo-militaire qui défend la souveraineté de la nation. Il ment effrontément en prétendant que Cuba maintient au Venezuela des milliers de militaires et d'agents de sécurité, influençant et déterminant le cours des événements dans ce pays frère.

Il a le cynisme d'imputer à Cuba la responsabilité de la situation économique et sociale à laquelle le Venezuela fait face après des années de sanctions économiques brutales, conçues et appliquées par les États-Unis et plusieurs de ses alliés, précisément dans le but de l'asphyxier économiquement et de faire souffrir sa population.

Washington va jusqu'à faire pression sur les gouvernements de pays tiers pour qu'ils tentent de persuader Cuba de retirer cet appui invraisemblable, prétendument apporté dans les domaines de l'armée et de la sécurité, voire de cesser de soutenir le Venezuela et d'en être solidaire.

L'actuel Gouvernement des États-Unis est bien connu, dans son pays comme à l'étranger, pour sa tendance éhontée à utiliser le mensonge comme instrument de politique intérieure et extérieure, une habitude qui coïncide avec les vieilles pratiques de l'impérialisme.

Nous avons encore à l'esprit l'image du Président George W. Bush, mentant sans le moindre scrupule avec l'appui de John Bolton, l'actuel Conseiller pour la sécurité nationale, sur les prétendues armes de destruction massive en Iraq, un mensonge qui a servi de prétexte à l'invasion de ce pays du Moyen-Orient.

L'histoire a également retenu l'explosion du cuirassé *Maine* à La Havane et l'incident monté de toutes pièces du golfe du Tonkin, des épisodes qui ont servi de prétexte au déclenchement de guerres de pillage à Cuba et au Vietnam.

N'oublions pas que les États-Unis ont peint de faux insignes cubains sur les avions responsables des bombardements qui ont précédé l'attaque à Playa Girón pour dissimuler que les appareils étaient américains.

Que les choses soient claires : les calomnies proférées par les États-Unis reposent sur un mensonge absolu et délibéré. Les services de renseignement américains disposent de plus de preuves qu'il n'en faut, et sûrement plus encore qu'aucun autre État, du fait que Cuba n'a pas de contingents au Venezuela et ne participe ni à des opérations militaires ni à des opérations de sécurité dans ce pays, même si deux États indépendants ont le droit souverain de déterminer comment coopérer dans le secteur de la défense, ce qu'il n'appartient pas aux États-Unis de remettre en question.

Notre accusateur dispose de plus de 250 000 soldats dans 800 bases militaires à l'étranger, dont une partie dans notre hémisphère.

La Maison-Blanche sait aussi que, comme Cuba l'a déclaré publiquement et à maintes reprises, les quelque 20 000 coopérants cubains, dont plus de 60 % sont des femmes, effectuent dans ce pays d'Amérique latine les mêmes tâches que celles dont s'acquittent à l'heure actuelle quelque 11 000 autres professionnels cubains dans 83 pays, à savoir, contribuer à fournir des services sociaux de base, essentiellement des services de santé, ce que reconnaît la communauté internationale.

De même, il doit être absolument clair que la solidarité inébranlable dont Cuba fait preuve envers sa sœur, la République bolivarienne du Venezuela, est un droit qui lui est dévolu en tant qu'État souverain et qu'elle est également un devoir qui s'inscrit dans la tradition de la Révolution cubaine et dans les principes inaliénables qui régissent sa politique extérieure.

Aucune menace de représailles contre Cuba, aucun ultimatum, ni aucun chantage de la part du Gouvernement américain n'écartera la nation cubaine de sa conduite internationaliste, en dépit des dommages humains et économiques dévastateurs que le blocus génocidaire inflige à notre peuple.

Il convient de rappeler que la menace et l'ultimatum mafieux ont déjà été utilisés par le passé lorsque les efforts internationalistes de Cuba appuyaient les mouvements de libération en Afrique tandis que les États-Unis soutenaient l'infâme régime de l'apartheid. On prétendait faire que Cuba renonce à ses engagements solidaires envers les peuples africains en échange de promesses de pardon, comme si la Révolution avait quoi que ce soit à se faire pardonner par l'impérialisme.

À l'époque, Cuba avait rejeté ce chantage, comme elle le fait aujourd'hui, avec le plus grand mépris.

Comme l'a rappelé le général d'armée Raúl Castro le 10 avril dernier : « Depuis 60 ans que nous faisons face aux agressions et aux menaces, nous autres Cubains avons prouvé que nous étions farouchement déterminés à résister et à surmonter les pires épreuves. L'impérialisme, aussi omnipotent soit-il, ne peut briser la dignité d'un peuple uni, fier de son histoire et de la liberté conquise au prix de tant sacrifices. »

Le Gouvernement cubain lance un appel à tous les membres de la communauté internationale et aux citoyens des États-Unis pour qu'ils mettent un frein à l'escalade irrationnelle de l'agression des États-Unis et à la politique d'hostilité du gouvernement de Donald Trump. Année après année, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies réclament, à juste titre et à la quasi-unanimité, qu'il soit mis fin à cette guerre économique. Les peuples et les gouvernements de notre région doivent, dans l'intérêt de tous, défendre les principes de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix.

Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, a déclaré le 13 avril dernier : « Cuba garde confiance en ses forces et en sa dignité, mais aussi en la force et en la dignité d'autres nations souveraines et indépendantes. Mais elle continue aussi à croire dans le peuple américain, dans la patrie de Lincoln, qui rougissent de ceux qui agissent en marge de la loi universelle au nom de la nation américaine tout entière. »

Cuba rejette une fois de plus les mensonges et les menaces et réaffirme que sa souveraineté, son indépendance et son attachement à la cause des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas négociables.

À deux jours du cinquante-huitième anniversaire de la victoire de Playa Girón, site historique de la géographie nationale où les forces mercenaires de l'impérialisme ont mordu la poussière de la défaite, la Révolution cubaine réaffirme qu'elle est fermement résolue à faire face à l'escalade de l'agression des États-Unis et à triompher.

La Havane, le 17 avril 2019